

**L'EXISTRANS, LA MARCHE DES TRANS, INTERSEXUE.E.S, ET DE CELLES ET CEUX QUI LES SOUTIENNENT // LE 23 OCTOBRE 2010 A PARIS, EN LIEN AVEC LA CAMPAGNE INTERNATIONALE STOP TRANS PATHOLOGIZATION 2012\***

**NOTRE IDENTITÉ DE GENRE NOUS APPARTIENT, NOTRE LIBERTE DE CHOIX NE SE NEGOCIE PAS !**

Pour sa 14<sup>ème</sup> marche qui aura lieu **le samedi 23 octobre 2010 à 14h au départ du métro Barbès à Paris**, l'Existrans souhaite attirer l'attention sur l'évolution actuelle de la situation des personnes trans en France. En effet, suite à l'annonce de la Ministre de la Santé, Mme Roselyne Bachelot-Narquin, en avril dernier, le Ministère travaille actuellement sur un projet de Centre(s) de référence qui devrait changer profondément la manière dont se déroule les parcours français.

Nous aimerions rappeler à ce titre que suite à la sortie du rapport définitif de la Haute Autorité de Santé (HAS) en avril dernier, la communauté trans, informée de ce projet du Ministère, a organisé une Assemblée Générale qui a débouché sur la rédaction d'un communiqué de presse accompagné de revendications claires et de la résolution suivante : « **Pour mettre en œuvre la dépsychiatisation des transidentités, la prise en charge de la transition doit exclusivement se fonder sur une déclaration de consentement éclairé sans aucune forme d'évaluation ou de diagnostic** ».

Tout d'abord, si nous saluons le fait que le Ministère de la Santé semble enfin prendre en considération les personnes trans, nous manifestons notre méfiance pour la conduite de ce chantier. Basée sur l'idée de la « prévalence » des personnes trans – terme qui semble vouloir dire que le Ministère considère toujours la transidentité comme une maladie – ce(s) Centre(s) de référence vont bouleverser dans les mois à venir la prise en considération et la prise en charge de nos parcours. Il est impératif de rappeler que ce profond changement ne pourra se faire sans la participation de représentant-e-s des personnes concernées, à savoir les trans elles-eux mêmes, comme c'est le cas dans les d'autres Centres de référence. De la même façon, pour que ce(s) Centre(s) puissent fonctionner, il sera nécessaire que ceux-ci ne se contentent pas de répéter ce qui est

actuellement en place dans certains hôpitaux français où des équipes « officielles », auto-proclamées spécialistes, continuent de travailler en toute impunité malgré les dénonciations répétées de la communauté trans française.

D'autre part, si ce(s) Centre(s) pourront convenir à certaines personnes, nous exigeons qu'ils ne deviennent pas la seule possibilité pour les personnes trans effectuant un parcours dans notre pays. De fait, comme le stipule l'article R4127-6 du Code de la Santé Publique, il est capital que nous puissions choisir nos médecins librement, en France et à l'étranger. De la même façon, ce(s) Centre(s), qui ne devront en aucun cas utiliser des « critères d'admission » comme il en existe actuellement dans les équipes hospitalières françaises, devront respecter la liberté de chacun-e à disposer de son propre corps, sans imposer d'opérations ou d'hormonothérapie si les personnes n'en font pas la demande explicite. À ce titre, il est évident que la stérilisation obligatoire des personnes trans voulant obtenir un changement d'état civil, actuellement en vigueur en France devra être supprimée. Nous demandons également que ce(s) Centres appréhendent la transidentité d'une manière plus vaste. Tout d'abord en élargissant les catégories professionnelles qui les composeront, en particulier sur les questions de santé sexuelle et du VIH-Sida, notre communauté étant particulièrement touchée. En s'inscrivant, ensuite, dans une logique évolutive qui obligerait les praticiens français à se former et à échanger avec la communauté scientifique internationale.

Par ailleurs, si le gouvernement est décidé à faire évoluer, en bien, la situation des personnes trans, il est nécessaire que celui-ci mette également en place des travaux interministériels relatifs aux différentes questions transversales qui ne pourront pas dépendre de ces Centre(s), ceux-ci dépendant du seul Ministère de la Santé. En effet, les questions de papiers, en particulier la nécessité de simplifier les procédures de changement d'état civil, comme celles des discriminations, notamment dans le monde du travail, ne doivent pas continuer à être ignorées.

La 14<sup>ème</sup> marche de l'Existrans sera donc conduite le 23 octobre prochain à Paris sous le mot d'ordre suivant : « L'identité de genre nous appartient, notre liberté de choix ne

se négocie pas ! ».

Ainsi, comme depuis maintenant de nombreuses années pour la plupart de ces revendications, nous exigeons :

- Une vraie dépathologisation de la transidentité,
- La suppression de l'obligation de stérilisation des personnes trans, pour les changements d'états civil.
- Un changement d'état civil facilité,
- La possibilité de parcours hors-Centre(s) de référence, en France et à l'étranger
- L'absence de critères d'admission pour entrer dans ce(s) Centre(s),
- La suppression du « test de vie réelle » pratiqué par les équipes hospitalières actuelles,
- Le respect du libre-choix du médecin et le remboursement des soins,
- Une individualisation des parcours, y compris sur le plan corporel, en supprimant l'obligation d'hormonothérapie et de chirurgies,
- La mise en place d'études épidémiologiques sur la santé des personnes trans, et en particulier sur la prévalence du VIH-Sida ainsi que des campagnes de prévention ciblées, notamment sur les IST, des recherches sur l'impact des hormonothérapies,
- Une place décisionnaire des associations de personnes concernées dans tous les organismes qui les concernent.

Par ailleurs, le collectif Existrans soutient les associations de personne intersexuées et exigent avec elles :

- L'arrêt des opérations chirurgicales génitales sur les enfants dont la vie n'est pas en danger,
- Des traitements de normalisation prescrits uniquement avec le consentement éclairé de l'enfant et/ou de l'adulte intersexué,

- Le droit d'exprimer notre identité sexuée sans risquer d'être classé parmi les maladies mentales,
- Un accompagnement sérieux et humain des parents d'enfants intersexués.

\* Cette année le collectif Existrans s'aligne sur la campagne internationale Stop Trans Pathologization 2012 (STP 2012)\* qui a pour but de promouvoir une dépathologisation de la transidentité dans le manuel américain de référence pour les psychiatres dans le monde entier, le DSM, dont la sortie de la 5ème édition aura lieu en 2012.

Site officiel de la campagne : <http://www.stp2012.info/> + <http://stp2012fr.wordpress.com/>  
(Fr)

### **Signataires :**

- Act Up-Paris,
- AIDES,
- A.R.I.S.,
- Centre LGBT Paris,
- Chrysalide,
- Groupe Claaaaaash de la fédération anarchiste,
- Collectif Contre l'Homophobie (CCH),
- Collectif Fier-e-s et Révolutionnaires du Parti Communiste,
- Commission LGBT des Verts,
- Etudions Gayment,
- Les Flamands roses,
- IdentiT,
- Lesbian & Gay Pride Montpellier Languedoc-Roussillon,
- Le MAG,
- Orfeo,
- OUTrans,
- Les Paillettes Radicales,
- Les Panthères Roses,

- Le PASTT,
- Pink Freak'X,
- RAVAD,
- Sans Contrefaçon Reloaded,
- Sida Info Service,
- Les Soeurs de la Perpétuelle Indulgence du Couvent de Paname,
- Le STRASS,
- Warning.